MONUSCO September 2018 at a Glance



Produced by the Strategic Communications & Public Information Division (SC-PID), with inputs from ALL Substantive Sections.

Priorités de la Mission - (2018-2019)

Le mandat de la Mission de Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) a été adopté par le Conseil de Sécurité, à travers sa Résolution 1925 (2010). La prolongation la plus récente de ce mandat a été autorisée par le Conseil dans sa Résolution 2409 (2018), par laquelle le Conseil prorogea le mandat jusqu'au 31 mars 2019. A la suite de la Revue Stratégique de la MONUSCO (S/2017/826) en septembre 2017, le Secrétaire Général avait recommandé que la MONUSCO rationaliser ses activités autour de deux priorités majeures, en mettant à profit la présence des différents partenaires dans les secteurs qui ne relèvent pas de son champ d'activités. Le Conseil a salué cette approche dans une déclaration publiée le 31 Octobre 2017. Ainsi, les priorités de la MONUSCO ont été structurées autour de l'appui aux processus politique, (notamment l'appui à l'accord politique du 31 décembre 2016), pour la tenue des élections ; et l'appui à la protection des civiles et aux droits de l'homme.



Chronologie

1996-1997 : Première Guerre

du Congo

1998-2003 : Deuxième Guerre

du Congo

1999 : Déploiement des Forces

de la MONUC

2006 : Premières élections

multipartites depuis l'indépendance

2008: Les Rebelles du CNDP

marchent vers Goma

2011 : Deuxièmes élections

générales

2012 : Les rebelles du M23 s'emparent de la ville de Goma

2013 : Déploiement de la Brigade d'Intervention de la

Force de la MONUSCO (FIB)

2013: Disparition du M23

2013 : Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la

Coopération

2 Jul. 14 - 2 Jan. 15 :

Calendrier pour la reddition volontaire des FDLR.

29 Jan. 2015 : Lancement des opérations contre les FDLR.

31 Dec. 2016 : Accord

politique pour régir la période de transition jusqu'à la tenue des élections (signé sous les auspices de la CENCO.

23 Dec. 2018 : Date retenue par la CENI pour la tenue de l'élection présidentielle et des élections législatives nationales et provinciales.

UNSC 2409 (2018)

Protection des Civiles (2017-2018)

Mécanismes d'Alerte Précoce :

- 6.170 alertes précoces transmises sur des menaces et des incidents imminents à travers le Réseau d'Alerte Communautaire de la MONUSCO, provenant principalement du Nord et du Sud-Kivu.
- 104 525 Patrouilles militaires pour protéger les Civiles et dissuader les forces négatives
- **4.350** Escortes militaires
- Plus de 50 mécanismes communautaires locaux renforcés en synergie avec les partenaires internes et externes dont 3760 membres des comités de protection locale, renforçant ainsi leurs efforts visant la protection des personnes vulnérables.
- 93 campagnes et 34- séances de renforcement des capacités pour 1530 acteurs de la société civile facilitées en appui aux efforts pour minimiser le risque des violences liées à l'élection dans les points chauds électoraux : Kinshasa, Goma et Lubumbashi.
- Appui soutenu aux efforts des Congolais pour transformer les conflits qui entrainent la violence à travers l'appui aux 14 dialogues au niveau sous-national dans les provinces touchées par le conflit. Plusieurs ont produit des résultats à court terme moyennant les accords négociés pour une cohabitation pacifique.

Ressources Humaines – 2018 (Septembre)

- 15.375 militaires (547 Femmes), avec 19 pertes enregistrées
- **214** Observateurs militaires (dont **3.5% des Femmes**)
- 1.044 membres des Unités de Police Constituée (dont 107 Femmes)
- **307 membres d'UNPOL** (dont **56** Femmes)
- **741** fonctionnaires civils internationaux (dont **219** Femmes)
- **2.170** Membres du personnel civil local (dont **327** Femmes)
- 403 Volontaires Internationaux de l'ONU, y compris les contingents électoraux (129 Femmes),
 - o **340 Volontaires de l'ONU** (335 internationaux et 5 nationaux) qui travaillent au sein de la MONUSCO
 - 63 Volontaires de l'ONU (44 internationaux et 19 nationaux) dans 7 Agences de l'ONU (PNUD, PAM, ONU FEMMES, OCHA, UNHCR, UNICEF, FNUAP).

Sensibilité au genre - 2018

- Les marqueurs de Genre sont mis au point pour des fonctions clé à travers la Mission. 81% des Sections et Bureaux de la MONUSCO font une analyse du Genre dans leur travail en précisant les besoins et les moyens appropriés pour impliquer les femmes et les filles congolaises (aux cotés des hommes et des garçons) pour les aider à tirer profit des opérations de la Mission;
- 88% des Bureaux ont réorienté leurs plans de travail pour mettre en œuvre des actions précises qui pourront profiter aux populations femmes;
- La Mission app0lique une stratégie de parité en matière de Genre pour augmenter la proportion des femmes parmi le personnel international de 28,6 % à **34%** d'ici **fin 2018**.
- En moyenne mensuelle, **438** membres **du personnel** sont formés/encadrés sur la sensibilité au genre.
- **35** Points Focaux et tandems veillent à ce que les besoins, les préoccupations et les contributions des femmes ne soient pas négligés dans les fonctions et politiques prioritaires au sein de leurs

MONUC-MONUSCO:

1999 – Premier déploiement des casques bleus de la MONUC

08 Bureaux (*Goma, Bukavu, Lubumbashi, Kalemie, Kananga, Beni, Kisangani, Bunia*); **06** Sous-Bureaux (*Uvira, Kindu, Tshikapa, Butembo, Mbuji-Mayi, Dungu*) et **03** Antennes (*Matadi, Bandundu, Mbandaka*).

1.14 milliards : Budget actuel

Principaux pays Contributeurs de Troupes : Inde (2.606), Pakistan (3.424) et la République Sud-Africaine (1.158).

Brigade d'Intervention de la Force (FIB, 2826 éléments): Tanzanie (1126), Malawi (850), République Sud-Africaine (850).

<u>Affaires Civiles - Assistants</u> <u>Liaison Communautaire (CLA)</u>

Depuis leur introduction au sein de la MONUSCO en 2010, les **174** CLA continuent de jouer un rôle crucial en faisant participer les communautés locales à la Protection des Civiles. Les CLA appuieront davantage les Unités mobiles de la MONUSCO au cours des déploiements à court terme.

Participation politique des Femmes en RDC

- Depuis septembre 208, il y a 44 femmes sur les 492 membres de l'Assemblée Nationale (8,9%);
- 5 sénatrices et 198
 sénateurs, qui représentent
 4,6% de la représentation féminine, comparé à
 23,7% en moyenne pour l'Afrique Sub-Saharienne.
- De **26** gouverneurs, **1** est une femme ;
- Les femmes ne dirigent que 41 sur 576 partis politiques ;
- Tous les **9** juges de la Cour Constitutionnelle sont des hommes ;
- Dans l'actuel gouvernement, 4 sur 35 ministres et 1 sur 10 viceministres sont des femmes.
- Pour les élections de 2018, il y a 1 femme candidate à la Présidentielle, sur un total de 21. Aux élections de 2006, il y avait 4 femmes candidates sur un total de 33;
- Les femmes représentent

sections respectives à travers la composante civile et les composantes de la Force et de l'UNPOL.

Protection des civiles (suite): - 2017/18

Droits de l'Homme

Prinicipaux auteurs

- **Agents étatiques : 61%** (dont 1.176 victimes d'exécutions extrajudiciaires)
- Groupes armés : 39%

Protection de l'Enfance

- 1.566 enfants (168 filles) séparées des groupes et forces armés
- 270 enfants (69 filles) tuées ou mutilées
- 22 attaques contre des écoles (4 par les FARDC et 12 par le FRPI)

Réponse (2017/18)

- **13** Missions d'Equipes d'Enquêtes conjointes et **21** audiences foraines appuyées dans le cadre de la lutte contre l'impunité
- **39** Missions d'Equipes de Protection conjointes pour évaluer les besoins de protection et **58** Missions d'Evaluation conjointes.
- 390 cas de protection individuelle résolus
- 1418 filtrages des officiers des FARDC et de 235 officiers de la PNC par rapport à l'observation des droits de l'homme
- **344 activités de renforcement des capacités**, d'assistance technique ou de sensibilisation à travers la RDC pour renforcer la capacité des acteurs étatiques et non-étatiques

Violences sexuelles

- **513 femmes, 267 enfants** et **30 hommes** victimes des violences sexuelles en 2017
- 7.216 personnes reçues, orientées et conseillées par les 22 cliniques juridiques légales, ayant abouti aux condamnations de 585 auteurs des crimes de violences sexuelles de 2015 à 2017

Stabilisation - 2017/18

Désarmement, Démobilisation, Réintégration (DDR/RR) – 2018

- De janvier 2017 à aout 2017, plus de **1200 combattants** et **CAAG** (enfants associés aux groupes armés, « enfants soldats ') ont souscrit aux programmes DDR. **50%** provenant des **FDLR** (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) et 45% provenant des groupes Mai Mai. Les 5% restant comprennent les groupes armés (ex. ADF) et d'autres groupes armés (ex. M23).
- Près de 33.000 FDLR ont été rapatriés au Rwanda entre 2002 et 2018
- A travers la mobilisation, l'engagement et la participation Communautaire, 25 projets DDR-CVR (Réduction de Violences Communautaires), avec au total 26.175 bénéficiaires sont appliqués dans 7 provinces de la RDC.
- Ces projets comprennent des travaux à haute intensité, des formations professionnelles, la sécurité et la stabilisation, des activités génératrices d'emploi et la protection de l'enfance offrent une alternative à la vie au sein d'un groupe armé
- Comme bénéficiaires directes des projets DDR-CVR, presque 1.800 femmes vulnérables, 1.250 ex-combattants, 2.400 jeunes exposés aux risques, près de 300 enfants et plus de 20.0 bénéficiaires ont été recrutés.
- En fin, **91 projets de sensibilisation et de mobilisation** ciblent plus de **375.214 membres communautaires.** Ces projets visent a construire la culture de la paix, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les communautés et les membres des communautés.

Rapports Publics des Droits de l'Homme

- Rapport sur les violations des droits de l'homme en RDC dans le contexte des événements du 19 décembre 2016 (Mars 2017)
- Rapport des enquêtes Préliminaires sur les violations des droits de l'homme perpétrés au cours des manifestations de Kinshasa du 19 au 21 septembre 2016 (Octobre 2016)
- Obligation de rendre compte pour les Violations et Abus des Droits de l'Homme en RDC: Réalisations, Défis et Voies de Sortie – 1er janvier 2014 - 31 mars 2016 (Octobre 2016)
- Rapport du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme et Libertés fondamentales pendant la période pré-électorales en RDC entre le 1er janvier et le 30 décembre 2015.

Défis aux Droits de l'Homme

- Manque de Mécanismes pour amener les membres des forces de défense et de sécurité à rendre compte
- Manque de confiance aux institutions étatiques
- Défaillances du systéme judiciaire
- Non-exécution des sanctions
- Peu ou pas de réparations aux victimes
- Retard dans la mise au point des mécanismes de justice transitionnelle
- Application insuffisante des Lois contre les violences sexuelles.

Humanitaires - 2017/18

- **4.49 millions** de déplacés internes
- 9.9 millions sous l'insécurité alimentaire
- 523.850 Demandeurs d'Asile
- 2,0 millions d'enfants souffrent de malnutrition aigüe et sévère.
- **+ 621.700** Congolais réfugiés dans des pays africains voisins.
- *RDC : 176em sur 188* dans L'Indice de Développement Humain
- **RDC**: **48em sur 54** pays africains dans l'Indice de Gouvernance Africaine Ibrahim

Stabilisation (2017/2018)

- 65 Projets à Impact Rapide QIPs dont le coût total s'élève à 1.499.985,00 USD mis en œuvre et éclatés de la manière ciaprès :
 - **33 QIPs** (714.237,00 USD) en appui à la Santé, l'Education, la Fourniture d'Eau, la Jeunesse et la Réhabilitation des routes majeures en appui à l'économie locale ;
 - **15 QIPs** (444.981.00 USD) dans le domaine de la protection des civiles et l'appui à la cohésion sociale (ainsi que la fourniture des lumières solaires pour combattre l'insécurité dans les zones rurales) ;
 - **17 QIPs** (340.767,00 USD) en appui à la restauration de l'Autorité de l'Etat (appui au système de Justice, à l'Administration Locale et aux Prisons
- 38 Prisons ont reçu un appui pour le renforcement de la sécurité

Consolidation de la Paix

Réforme de l'Armée, de la Police et de la Justice (2014-2018)

- **1242** accusés des graves crimes dont les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et d'autres graves violations des droits de l'homme jugés avec l'appui des Cellules d'Appui aux Poursuites
- **986** accusés ont été condamnés (79,3%)
- 491 condamnés ont été les membres des forces de sécurité (49,79%)
- 109 condamnés ont été les membres des groupes armés (11,05%)
- 386 condamnés ont été des civiles
- Priorité accordé à 38 dossiers prioritaires des crimes de guerre, crimes contre l'humanité par les autorités nationales en 2015/2016
 - 11 ont abouti
 - 27 dans la phase des enquêtes ou du jurgement
- De **juin 2016 à juin 2018** : 2047 visites d'inspection effectuées par les procureurs facilitées par JSS à l'Est de la RDC et 9888 détenus pretrial trouvés dans les installations de la Police et **4890** (49,4%) dont les dossieres ont été conclus :
 - 1953 ont été libérés (19,7%)
 - 2937 transférés à l'autorité judiciaire compétente (29,7%)
- 48.065 membres de la PNC formés (dont 3.622 femmes) depuis 2010 par UNPOL sur la police de proximité, la gestion de l'ordre public, la police ce circulation routière, la police des mines et la sécurisation des élections

Action Anti-mines (2017)

- 446560 m2 libérés par 5 différentes organisations
- 26 mines anti-personnel et 20784 explosifs de querre résiduels détruits
- 1056 Armes et 616217 munitions des petites armes détruites
- **880** Séances d'éducation sur les risques des mines organisées pour 55412 participants
- 37 victimes directes des explosifs résiduels de guerre

Développement économique (juin 2018)

- **4,2** % de Croissance économique
- 35 Milliards USD PIB

Cellules d'Appui aux Poursuites:

- Depuis leur création en 2011, les Cellules d'Appui aux Poursuites ont fourni un appui technique, financier et logistique aux autorités de la justice militaire et civile aux cours des enquêtes et des poursuites des présumés auteurs des crimes internationaux et des autres graves violations des droits de l'homme dont les violences sexuelles et le recrutement d'enfants soldats. Les dossiers historiques ayant bénéficié de l'appui: la condamnation en 2017 du Colonel Becker pour des crimes de guerre, le procès de Kavumu en 2017 qui a abouti à la condamnation de 12 milices pour crimes contre l'humanité et la condamnation en 2018 dans le dossier Marocain pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité sur fond de viols et d'esclavage sexuel.
 - JSS a apporté son appui au premier dossier de crime contre l'humanité (génocide) traité par un Tribunal de Justice civile (Cou d'Appel de Lubumbashi) en RDC dans le conflit Twa-Luba en 2016. JSS continue d'apporter ce genre d'appui aux autorités de Justice civile dans le traitement des dossiers sur les crimes internationaux

Affaires civiles : Sondages Trimestriels

15 sondages trimestriels réalisés depuis 2014 reflétant les perceptions locales de la sécurité et la justice dans 3 provinces de l'Est de la RDC/

Ils ont aidé la MONUSCO, les acteurs nationaux et locaux à mieux comprendre les besoins et les opinions de la population dans ces domaines thématiques, et ont de la planification et la programmation éclairées (à travers un partenariat PNUD, Affaires Civiles et Initiative Humanitaire de Harvard).

28 séances de restitution

organisées sur les résultats des sondages auprès des autorités et de la société civile.

Plus de 300 indicateurs réunis à chaque sondage.

Plus de **46.000 interviews** réalisées par les Affaires Civiles et par les étudiants de Université.

- **5,2%** taux d'inflation selon le Gouvernement (contesté par les acteurs économiques qu'on croyait être autour de 20%)
- 82% de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté
- 80 % de la population dans le secteur informel
- **57,7 ans** = Espérance de vie à la naissance (dont la moyenne pour les hommes avoisine 56,1 et 59,3 pour les femmes)
- 387\$ Revenu National Brut par Habitant
- 3% du PIB consacré à l'éducation
- Selon l'Initiative de Transparence pour les Industries d'Extraction (ITIE), les industries d'extraction contribuent
 97,5% aux exportations, 20% au PIB, 24,7% au revenu du gouvernement, et 23,9% à l'emploi.

Ressources Naturelles:

- Des mineurs artisanaux estimés à 500.000 à l'est de la RDC produisent des revenus indirects pour environs 10 million des personnes à travers la RDC.
- La plupart des mineurs artisanaux produisent entre 1 et 2
 USD par jour.
- La RDC a la deuxième réserve mondiale de cuivre avec une teneur de plus de 3% comparée à la moyenne mondiale de 0,7%
- 50 % du cobalt mondial sont produits en RDC
- **10eme plus grande** réserve mondiale en or
- New Africa Magazine estime que les ressources minières de la RDC se chiffrent actuellement à 24 Billions USD.
- Tous les groupes armés en RDC et plusieurs éléments des FARDC sont impliqués dans l'exploitation illégale des ressources naturelles (imposition des taxes, travaux forcés, contrebandes).
- Le charbon et la faune sont aussi exploités illégalement.

Information Publique:

Quatre Sections proactives composées de :

- L'Unité Multimédia: Utilise des vidéos, des photos et des sons pour rendre beaucoup plus visibles les réalisations sur terrain de la Mission dans toutes les plateformes numériques.
- Unités Publication: montre ce que fait la Mission, comment elle le fait, avec qui, où...en utilisant essentiellement du matériel imprimé.
- **Unité Outreach** : organise des séances de sensibilisation sur les questions spécifiques liées au Mandat et à la vision de la Mission.
- Radio Okapi, la "Voie de la Paix" : arrose l'ensemble du pays et mobilise les communautés pour une paix durable qui pourra faciliter le développement à long terme. 24 millions d'auditeurs/jour.
- Chaque année, SC-PID produit :
 - **365 "Photos du Jour"** mettant en lumière le travail réalisé par la Mission à travers ses diverses composantes
 - **12** *Echos de la Monusco*, le Magazine mensuel de la Mission met en exergue la vie des casques bleus et montre comment le mandat est mis en œuvre quotidiennement
 - +/- 48 Conférence de Presse Hebdomadaire ONE UN (conjointement avec l'équipe pays de l'ONU) : Une Conférence de Presse dure 45minutes ; on

Gouvernance locale en matière de sécurité

399 fonctionnaires et membres des Comités de Sécurité Locale formés sur la gouvernance de la sécurité, ainsi que sur les évaluations et les plans de sécurité participative, au Nord et au Sud Kivu, en Ituri et au Tanganyika. (2017/18).

- enregistre en moyenne 100 journalistes de Kinshasa et de Goma à chaque conférence.
- **35 Programmes Vidéos** (ONU HEBDO) met en lumière le travail sur terrain de la Mission et ses interactions avec la Société Civile Congolaise, les Autorités et d'autres partenaires
- **78 Clips Vidéos/l'an sur You Tube** sur divers thèmes pour montrer le travail fait sur terrain par les Casques Bleus
- **Des milliers de Tweets et Postes**/l'an sur les Médias Sociaux traitant les mêmes thèmes.
 - Twitter audience actuelle de près de 250.000 abonnés
 - Audience du Facebook Monusco : 50.000 abonnés
- Des centaines d'articles/an sur la mise en œuvre du Mandat de la Mission
- Des centaines de séances de sensibilisation/an sur des divers sujets en lien avec le Mandat de la Mission
- Des milliers des Prospectus sur des sujets précis distribués à la population
- Rapports quotidiens sur les efforts de la Mission pour aider à combattre les Violences Sexuelles basées sur le Genre et le Sexe, le VIH/SIDA, la corruption, l'impunité... ou en promouvant la bonne Gouvernance, la Démocratie...

Cette Fiche d'Information est disponible en ligne : www.unmissions.monusco.org

Appui électoral :

Dans la mise en œuvre des **Résolutions 2277 et 2348** du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui confie à la MONUSCO un mandat des bons offices, d'appui logistique et d'assistance technique pour le processus électoral :

- > 20 avions mobilisés affectés à l'appui logistique pour la révision du fichier électoral
- ▶ 4.000 tonnes de matériel transporté de Kinshasa et du Kenya, déployés par air et par routes vers les 115 destinations à l'intérieur du pays (des Grands Centres Hubs, des antennes de la CENI et des sites d'accès difficile)
- 66.862 kg (67 tonnes) de matériel transporté de Kinshasa vers la Région du Kasaï (Kananga-Luebo, Kananga-Dimbelenge, Mbuji-Mayi Wikong) dans le cadre de l'appui supplémentaire fourni à la CENI
- > **64.000 L** de carburant fournis à la CENI
- ➤ 134 experts recrutés et déployés pour fournir un appui technique-conseil et 219 experts pour l'appui logistique à la CENI aux niveaux central et des secteurs dans les provinces et les territoires.
- > 74 divers programmes de radio produits par la Radio OKAPI pour informer et sensibiliser la population sur la révision du fichier électoral
- > 34 séances de renforcement des capacités ont été organisées à l'intention des 1530 acteurs de la société civile pour appuyer leur interaction avec les décideurs et les acteurs et la population locale sur la gouvernance locale et 93 stratégies d'influence pour 14425 acteurs de la société civile ont été appuyés pour des mobilisations en vue d'un processus électoral apaisé principalement dans les zones urbaines concernées.
- Plusieurs activités pour appuyer la mobilisation des femmes pour les amener à participer à la révision du fichier électoral
- ▶ Bons offices de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général entre les acteurs politiques pour pacifier le processus électoral et faciliter la mise en œuvre de l'Accord Politique.
- 40.024.808 millions de votants enregistrés par la CENI (après nettoyage du fichier électoral), dont 51% des femmes.

Mis au point politique:

<u>Calendrier</u>: Le 31 décembre 2016, les efforts pour la médiation menés par la *Conférence* épiscopale nationale du Congo (CENCO) ont abouti à un accord politique destiné régir la période de transition jusqu'à la tenue des élections.

A la suite du décès d'Etienne Tshisekedi le 1er février 2017, le *Rassemblemen*t a engagé le processus de restructuration interne. Le 7 avril, le Président Kabila a désigné Bruno Tshibala, membre d'une faction dissidente du *Rassemblement*, Premier Ministre. Le 27 avril, 18 signataires de l'Accord sur 32 ont signé des Arrangements amendés pour sa mise en œuvre.

- Le 9 mai, Bruno Tshibala mit en place un Gouvernement composé de 59 membres.
- Le 22 juillet, Joseph Olenghankoy, leader du *Rassemblement* dissident fut désigné Président de CNSA.
- Le leader de l'Union pour la Nation Congolaise (UNC), Vital Kamerhe, et le Coordonnateur du Front pour le respect de la Constitution (FRC), Eve Bazaïba, ont refusé de siéger comme Vice-Président au CNSA, citant les irrégularités lors de sa création.

Principales clauses de l'Accord du 31 décembre

- Le Président Kabila ne briguera pas un troisième mandat.
- Les signataires n'entreprendront ni n'appuieront aucune initiative visant l'amendement de la Constitution.
- Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, Plateforme d'Opposition doit désigner le nouveau Premier Ministre.
- Le Président du *Conseil des Sages* au sein du Rassemblement devra gérer le mécanisme de contrôle du Conseil national de suivi de l'Accord (CNSA).
- Les parties qui le désirent pourront remplacer leurs représentants dans la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).
- Les élections présidentielles, provinciale et législatives étaient prévues en décembre 2017, tandis que les élections locales en 2018, sauf arrangement contraire entre le Gouvernement de Transition, le CNSA et la CENI.
- Une commission des hauts magistrats devrait examiner la question des Prisonniers d'opinion et des exilés politiques, tandis que les cas de Moïse Katumbi, JC Muyambo et Diomi Dongala seraient résolues grâce aux bons offices de la CENCO.
- Les prisonniers politiques devraient être libérés ; l'accès égal aux temps d'antenne devrait être assuré et la duplication des partis d'opposition devrait être arrêtée.

Mesure de Décrispation :

Depuis la signature de l'Accord du 31 Décembre :

- **64** prisonniers politiques ont été libérés, dont 25 membres des organisations de la société civile et 28 membres des partis d'opposition.
- Cependant, un nombre élevé des personnes ont été arrêtées pour leurs opinions politiques dont au moins **139** sont encore en détention.
- 25 prisonniers politiques ont été libérés au cours de la période sous examen +
 10 prisonniers supplémentaires couverts par une amnistie en 2014. Ceux pour

qui l'ordre a été donné d'être libérés, dont une figure emblématique reprise sur la liste présentée par le Rassemblement à la signature de l'Accord du 31 décembre, Gustave Bagayamukwe arrêté sur des accusations d'insurrection au Sud-Kivu en février 2013.

- **90** prisonniers politiques sont encore en détention. Le Gouvernement a accepté de discuter ces dossiers avec la MONUSCO et a eu des échanges réguliers avec la MONUSCO. Le Gouvernement a aussi accepté de revoir le cas emblématique du leader d'opposition Jean-Claude Muyambo, (Président, SCODE, Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement), dont la détention en prison a été prolongé de 26 mois à cinq ans.
- Les médias d'opposition sélectionnés alignés du côté de l'Opposition ont été autorisés de diffuser. Toutefois, il faut davantage de progrès pour parvenir au temps d'antenne équitable pour tous les acteurs politiques aux médias publics
- Pendant que l'enregistrement d'une duplication du Mouvement de Libération du Congo (MLC) a été suspendu, aucune action n'a cependant été menée pour annuler l'enregistrement des duplications affectant les autres partis politiques.
- Concernant les cas emblématiques des prisonniers des partis politiques d'opposition ou des exilés, Roger Lumbala, une figure d'opposition jadis associé au Rassemblement congolais pour la démocratie nationale (RCD/N) a été autorisé à retourner en RDC en janvier 2017. Moïse Moni Della, président du parti politique d'opposition Conservateurs de la nature et démocrates (CONADE) et proche collaborateur de l'ex-Gouverneur de Katanga Moïse Katumbi, a été libéré sous caution provisoire en janvier 2017.
- Le Président du parti d'opposition *Démocratie Chrétienne* et leader de l'Alliance pour la Majorité Populaire Présidentielle (AMPP), **Eugene Diomi Dongala** purge une peine de dix ans, prétendument condamné pour viol de deux mineurs en 2014.
- Antipas Mbusa Nyamwisi, ancien leader du parti politique RCD-KML et ancien Ministre des Affaires Etrangères avec Floribert Anzuluni, leader du Mouvement des Jeunes Filimbi, tous deux ont été autorisés à retourner en RDC mais ont choisi de rester en exil, évoquant des raisons sécuritaires.
- Aucun progrès tangible n'a été réalisé sur le dossier du candidat à la présidentielle
 Moïse Katumbi.

$\sqrt{\text{OU EN SOMMES-NOUS (Sept. 2018):}}$

- Le Président Kabila a respecté la Constitution et n'a pas cherché à briguer le 3em mandat. La majorité au pouvoir a désigné Emmanuel Shadari Ramazani, Secrétaire Permanent du PPRD comme candidat de la Majorité (Front Commun pour le Congo FCC) pour l'élection présidentielle prévue le 23 décembre.
- O4 candidats à la présidentielle ont été invalidés (sur les 25) par la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) et la Cour Constitutionnelle y compris l'ex-Vice-Président Jean-Pierre BEMBA (MLC), l'ex-Premier Ministre Adolphe MUZITO (PALU) et l'ex-Gouverneur du Katanga Moise KATUMBI (Plateforme ENSEMBLE).

- 01 Femme candidate à la Présidentielle sur 21.
- o La CENI a publié la liste provisoire des votants comme prévu le 19 septembre
- L'espace démocratique demeure restreint, Les autorisations pour les manifestations publiques sont accordées de manière sélective.
- L'Accès équitable aux Médias publics demeure limité (principalement à l'Opposition).
- La plupart des médias associés à l'Opposition à travers la RDC demeurent fermés, à l'exception de quelques-uns qui opèrent à Kinshasa : aucun progrès ni une quelconque indication de l'amélioration
- o Il n'y a toujours pas de consensus autour de la machine à voter.
- L'Opposition peine encore à se mettre d'accord sur un candidat/programme commun.
- Le calendrier électoral est apparemment bien respecté, en dépit de tout.
- Même si la campagne électorale n'a pas encore démarré, il y a cependant une forme d'ambiance de précampagne dans presque tous les médias, de la Majorité comme de l'Opposition.
- La RTNC (Réseau National) demeure la voie de la Majorité et l'instrument du parti au pouvoir et de ses alliés, avec presque pas d'espace pour l'Opposition.
- o Il sied de noter un nouvel élément : l'"ostracisme" contre la Radio Okapi. En août, à différentes occasions, on a pu noter une tendance à boycotter la Radio de l'ONU non seulement par les autorités gouvernementales mais également par la CENI. Les reporters de la Radio Okapi ont été oubliés /ou bannis de toutes les conférences de presse officielles.



